



ÉCONOMAT DES ARMÉES
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES ACHATS

**DCE 2024-1593/EDA-DA/ MISSION DE
COMMISSIONNEMENT DU PROJET DE
RESTRUCTURATION DE L'INFRASTRUCTURE DE
RESTAURATION / LOISIRS SUR LE QUARTIER DE
ANGERS EBLE DU 18 FEVRIER 2025**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIFS et PARTICULIERES
(CCAP)**

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : GENERALITES	4
1.1. PRESENTATION DE L'ÉCONOMAT DES ARMEES.....	4
1.2. OBJET	4
1.3. PARTIES CONTRACTANTES.....	5
1.4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	5
ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION	5
ARTICLE 4 : PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
ARTICLE 5 : ENVIRONNEMENT ET MESURE DE SECURITE DES LIEUX D'EXECUTION	6
5.1 CONDITIONS D'ACCES AUX SITES	6
5.2 REFUS D'ACCES AUX SITES	6
5.3 MESURE DE SECURITE ET DE SURETE.....	6
6.1 PRIX DU MARCHÉ	6
6.2 MODALITES DE FACTURATION DES PRESTATIONS.....	6
MONTANT DE L'AVANCE	7
8.1. MODALITES DE FACTURATION DES PRESTATIONS	7
8.2. ÉMISSION ET ENVOI DE LA FACTURE	7
8.3. DESCRIPTIF DE LA FACTURE.....	8
ARTICLE 9 : CONDITIONS DE PAIEMENT	8
9.1. DELAIS DE PAIEMENT.....	8
9.2. MODALITES DE PAIEMENT	8
9.3. INTERETS MORATOIRES.....	8
ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 11 : DELAIS – PENALITES.....	8
11.1 PENALITES APPLICABLES POUR RETARD DANS LA REMISE DES LIVRABLES	9
11.2 PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS	9
11.3 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE CONTROLES DEMANDEES.....	9
11.4 PENALITES POUR ABSENCE DE REMISE DU COMPTE-RENDU PREVU A LA LISTE DES TACHES.....	9
11.5 PENALITES POUR NON REALISATION DES PRESTATIONS DE CONTROLES DEMANDEES DANS LE CADRE DU PLAN DE COMMISSIONNEMENT	9
11.6 PENALITES POUR NON-RESPECT DES SPECIFICATIONS DU PLAN DE COMMISSIONNEMENT	9
11.7 PENALITES POUR NON-RESPECT DES SPECIFICATIONS LIEES AUX AUTOCONTROLES ET ESSAIS DE PERFORMANCE	10
ARTICLE 12 : ASSURANCE	10
ARTICLE 13 : PROPRIETE INTELLECTUELLE	10
13.1 DROITS DE L'ACHETEUR PUBLIC	10
13.2 DROITS DU TITULAIRE.....	10
13.3 GARANTIE DES DROITS DE L'ACHETEUR PUBLIC	10
ARTICLE 14 : ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	11
14.2 CONFLIT D'INTERET.....	11
14.3 OBLIGATION DE DISCRETION.....	11
14.4 RESPONSABILITE	11
ARTICLE 15 : DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ÉDA	12
15.1. OBLIGATIONS D'INFORMATION ET DE CONFIDENTIALITE.....	12
15.2. DROIT DE RECUSER DES PERSONNELS DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 17 : RESILIATION.....	12

ARTICLE 18 : DONNEES PERSONNELLES.....	12
18.1. OBLIGATION DES PARTIES.....	12
18.2. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	13
ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG.....	13

ARTICLE 1 : GENERALITES

1.1. Présentation de l'Économat des Armées

L'Economat des Armées (EdA) est un établissement public à caractère commercial (EPIC) français, centrale d'achat et prestataire de services du Ministère des Armées. L'EdA est notamment spécialisé dans la logistique alimentaire, la restauration externalisée au profit des forces armées.

1.2. Objet

Le marché porte sur la réalisation d'une mission de commissionnement du projet de construction d'un ensemble de restauration/loisirs Quartier Angers Eblé. L'opération envisagé est de type CCAEM (conception, construction, aménagement, entretien et maintenance d'un lieu de restauration collective à l'usage du personnel des Armées).

Le Périmètre du commissionnement souhaité est le suivant :

- Système de comptage des données ;
- Enveloppe :
 - Isolation thermique : Calculs RT/RE et/ou SED/STD ;
 - Facteur de lumière du jour ;
 - Performances des vitrages « Uw » ;
 - Performances des parois opaques ;
 - Performances des menuiseries extérieures ;
 - Ponts thermiques ;
 - Etanchéité à l'air « Q4 ».
- CVC (équipement de chauffage, ventilation, climatisation) et automatismes associés ;
- Eau chaude sanitaire ;
- Electricité :
 - Qualité de l'alimentation électrique et batterie de condensateur (Taux d'harmoniques et Cos phi) ;
 - Distribution HT/ basse tension y compris comptages et sous-comptage ;
 - GTB ;
 - Electromécanique (Ascenseurs-Montes-Charges, etc) ;
 - Protections solaires et/ou ouvrants motorisés éventuels, pour leurs automatismes associés ;
 - Performance des éclairages intérieur et extérieur et automatismes associés.
- Equipement de cuisine :
 - Performance des hottes et renouvellement d'air ;
 - Performance des chambres froides y compris production ;
 - Evacuation et traitement effluents (bac à graisse) ;
- Energie renouvelable et récupération d'énergie :
 - Performances panneaux photovoltaïques ou thermiques ;
 - Récupération d'énergie (eau grise, compresseur, ...).
- Confort :
 - Qualité d'air Intérieur (ppm de CO2, polluants type COV) ;
 - Confort acoustique.
- Points particuliers de performance :
 - Quantité de matériaux biosourcés ;
 - Quantité de matériaux de réemploi ;
 - Quantité de déchets par flux ;
 - Classe étanchéité des réseaux aéraulique ;
 - Confort estival en prévision du climat estimé à l'horizon 2040 ou 2050 (résilience au changement climatique) ;
 - Volume horaire de travail en « Insertion ».
- Plomberie :
 - Adduction d'eau de ville ;

- Filtration d'eau de ville ;
- Adoucisseur ;
- Dispositions anti-légionnelle ;
- Récupération d'eau de pluie ;
- Performances de la robinetterie (litres/minutes) ;
- Evacuations EU / EP / EV.

Les tâches de commissionnement sont étendues du Programme de l'opération au suivi d'exploitation de 2 ans après la livraison, avec une assistance à l'exploitant-mainteneur sur l'optimisation des performances, en vue d'atteindre le niveau des performances contractuelles et de créer les conditions pour les maintenir.

1.3. Parties contractantes

- d'une part, le directeur général de l'Économat des Armées, ci-après dénommé « l'acheteur public »,
- d'autre part, l'entreprise dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

1.4. Documents contractuels

Le présent marché est régi par les pièces particulières énumérées ci-après, par ordre de priorité décroissante:

- 1) L'acte d'engagement (AE) et l'annexe financière, dûment remplis, datés et signés des deux parties ;
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- 4) L'offre commerciale remise par le titulaire.

Le présent marché est régi par les pièces générales énumérées ci-après :

- 1) Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 et entré en vigueur le 01/04/2021 ;
- 2) Le code de la commande publique en vigueur à la date de publication du marché ;
- 3) Textes réglementaires en vigueur relatifs à chacune des missions (lois, directives, décrets, arrêtés) ;
- 4) Normes françaises et européennes homologuées ;
- 5) Règles et prescriptions techniques.

Les pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées parfaitement connues par le titulaire.

ARTICLE 2 : DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

Le marché prend effet à compter de sa signature. Il prend fin à l'issue des deux années suivant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) des travaux programmés sur le site du quartier de Angers EBLE.

La durée des travaux de construction sur le quartier d'Angers EBLE est estimée à 20 mois. Et la durée du présent marché est estimé à environ 56 mois.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, l'acheteur public peut décider par ordre de service et sans formalités préalables de la part du titulaire, de prolonger les délais d'exécution des prestations.

Dans le cas où la durée effective des travaux serait supérieure à la durée estimée sans responsabilité du titulaire, ce dernier peut prétendre à une rémunération supplémentaire. Cette dernière prend la forme d'une modification.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché.

L'acheteur public met à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de sa mission et facilite en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et

renseignements dont le titulaire peut avoir besoin.

ARTICLE 4 : PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur public se réserve le droit de passer un marché pour des prestations similaires avec le titulaire. Ces derniers peuvent être conclus sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 5 : ENVIRONNEMENT ET MESURE DE SECURITE DES LIEUX D'EXECUTION

L'attention du titulaire est attirée sur la réglementation spécifique, les contraintes et obligations inhérentes à l'exécution de prestations dans les enceintes militaires. Des conditions restrictives d'accès et de circulation sont notamment de nature à influencer sur les conditions d'exécution du présent marché.

5.1 Conditions d'accès aux sites

Chaque représentant du titulaire (personnel propre au titulaire ou sous-traitant) amené à se rendre sur site, doit être dûment autorisé par un représentant du site préalablement à sa prise de fonction sur le lieu d'exécution de la prestation.

Afin de faciliter l'accès du titulaire sur les sites, il importe que les effectifs de l'entreprise soient stables et bien encadrés. Le titulaire s'engage à communiquer la liste nominative des participants aux différentes interventions (nom, prénom, date et lieu de naissance, numéro et date de délivrance de la carte d'identité ou du passeport des intéressés ainsi que tout autre document demandé par la personne publique) au plus tard une semaine après la notification du bon de commande. Ne peuvent pénétrer et circuler sur les sites que les représentants du titulaire dûment habilités par les services de sécurité du site bénéficiaire de la prestation. Les conditions de circulation à l'intérieur des sites sont précisées par le directeur du site concerné.

5.2 Refus d'accès aux sites

Les raisons des décisions de refus ou de retrait d'un accès du titulaire ne sont pas communiquées au titulaire.

5.3 Mesure de sécurité et de sureté

Le personnel doit se conformer aux règles et consignes de sécurité en vigueur sur le site et se soumettre à tout contrôle d'entrée et de sortie par le poste de sécurité.

Des contraintes opérationnelles, des conditions restrictives d'accès (agrément) et de circulation sont notamment de nature à influencer sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 6 : PRIX – AVANCE

6.1 Prix du marché

Les prix du marché sont forfaitaires et fixés par le titulaire dans l'Annexe financière à l'acte d'engagement.

Ils comprennent :

- la prestation ;
- les taxes fiscales et parafiscales ;
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement du personnel du titulaire sur site ;
- les frais liés à la production et la délivrance des livrables.

6.2 Modalités de facturation des prestations

Sauf renoncement du titulaire porté au présent cahier des clauses contractuelles, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, est effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date

de notification du marché.

L'option B de l'article 11.1 du CCAG PI 2021 s'applique au présent marché.

Montant de l'avance

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R.2191-7 du code de la commande publique. Cette avance est égale à 5 % du montant initial du marché toutes taxes comprises, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Conformément à l'article R2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 10% si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant TTC du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance prévue à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Cette garantie à première demande ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65% est atteint.

ARTICLE 7 : PERIODICITE ET MODALITES DE LA REVISION

Les modalités de révision des prix s'effectuent comme suit :

Le prix des prestations de suivi d'exécution est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0, soit le mois de la remise de l'offre.

La révision est effectuée, annuellement, à la date d'anniversaire du marché, par application au prix du marché d'un coefficient de révision, donné par la formule :

$$C = 0.125 + [0.875 \times (I_m / I_0)]$$

dans laquelle :

- « C » est le coefficient de révision à appliquer au prix initial du marché,
- Im et I0 sont les valeurs prises par l'index ingénierie SYNTEC, respectivement au mois m0 (mois de remise de l'offre) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est déterminé comme suit : dernier indice connu lors du calcul annuel du coefficient de révision. La révision se fait sur les prix de chaque phase. Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 8 : FACTURATION

8.1. Modalités de facturation des prestations

Les prestations incluses dans les éléments de missions sont réglées à l'avancement.

8.2. Émission et envoi de la facture

Les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures(<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>).

8.3. Descriptif de la facture

Afin que le traitement de la facture soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le code service : **DFR_CCN_INFRA** ;
- les références du marché (numéro et date) ;
- le n° de SIRET de l'EdA (542 085 907 00013) ;
- les prestations réceptionnées ;
- le montant hors taxes ;
- les taux et montant des taxes ;
- le montant total HT et TTC des prestations réceptionnées ;
- la date de facturation.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE PAIEMENT

Le paiement des prestations ne peut s'effectuer qu'après vérification par l'acheteur public ou son représentant de la conformité entre la facture émise par le titulaire et les prestations réellement réalisées sur site. L'acheteur public ou son représentant certifie le service fait sur la facture.

9.1. Délais de paiement

Les factures établies par le titulaire sont réglées dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de paiement (soit la facture, sous réserve de l'acceptation par l'acheteur public du service fait) ou d'acceptation si celle-ci est postérieure.

9.2. Modalités de paiement

Le mode de règlement est le virement bancaire établi par la Direction Financière de l'EdA au profit du compte bancaire du titulaire (indiqué dans son offre). Toute modification des coordonnées bancaires est portée à la connaissance de l'acheteur public par le titulaire, et formalisée par la transmission d'un RIB.

9.3. Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les trente (30) jours suivant la réception de la facture conforme, des intérêts moratoires sont dus au titulaire ou à l'acheteur public selon le modèle économique concerné : le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. En outre, la partie n'ayant pas honoré son paiement dans les délais, est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Sans objet.

ARTICLE 11 : DELAIS – PENALITES

11.1 Pénalités applicables pour retard dans la remise des livrables

En dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI, il est fait application d'une pénalité forfaitaire de 100€ HT par jour calendaire de retard. Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable.

En cas de remise de documents erronés qui nécessiteraient des modifications, l'application des pénalités est exercée dans les mêmes conditions s'il s'avère que le délai fixé n'est pas respecté.

PHASES	RENDUS	DELAIS
PROGRAMME	Ensemble des missions de la phase (cf dpgf jointe)	3 semaines à la signature de l'OS du titulaire.
APD	Pour chaque rendu de la phase (cf dpgf jointe)	2 semaines à la transmission des éléments
PRO	Pour chaque mission de la phase (cf dpgf jointe)	2 semaines à la transmission des éléments
EXE	Avis sur les documents d'exécution	2 semaines à la transmission des éléments
Pré-exploitation	Formations de l'exploitant et de prise en main des occupants	15 jours après la réception
	Visites semestrielles	2 semaine avant la fin du semestre considéré
	Validation des DOE/DUEM	2 semaines à compter de la transmission des documents
	Rapport annuel de fin d'année	3 semaines à compter de la date fixée par la MOA

11.2 Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence aux réunions de chantier ou de retard supérieur à une demi-heure, le maître de l'ouvrage peut appliquer une pénalité par absence constatée de 200 € HT (deux cent euros).

En cas de retard supérieur à ¼ d'heure, le maître d'ouvrage peut appliquer une pénalité de 100 € HT (cent euros).

L'acheteur public se réserve la possibilité de remettre ces pénalités s'il juge que l'absence est due à des causes indépendantes de la volonté du titulaire.

11.3 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de contrôles demandées

En cas de retard pour les prestations de contrôles, le maître d'ouvrage peut appliquer une pénalité, par jour de retard constaté de 150 € HT (cent cinquante euros).

11.4 Pénalités pour absence de remise du compte-rendu prévu à la liste des tâches

En cas d'absence de remise du compte-rendu prévu à la liste des tâches, le maître d'ouvrage peut appliquer une pénalité, par jour de retard de 500 € HT (cinq cent euros).

11.5 Pénalités pour non réalisation des prestations de contrôles demandées dans le cadre du plan de commissionnement

En cas de non réalisation des prestations de contrôles, le maître d'ouvrage peut appliquer une pénalité, par nombre d'infraction de 500 € HT (cent cinquante euros).

11.6 Pénalités pour non-respect des spécifications du plan de commissionnement

En cas de non-respect des spécifications du plan de commissionnement, le maître d'ouvrage peut appliquer une pénalité, par nombre d'infraction constatée de 300 € HT (trois cent euros).

11.7 Pénalités pour non-respect des spécifications liées aux autocontrôles et essais de performance

En cas de non-respect des spécifications liées aux autocontrôles et essais de performance, le maître d'ouvrage peut appliquer une pénalité, par nombre d'infraction constaté de 200 € HT (deux cent euros).

ARTICLE 12 : ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

ARTICLE 13 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les documents qui sont transmis au titulaire par l'EdA pour l'exécution du marché restent la propriété exclusive de celui-ci et le titulaire ne peut les reproduire sans autorisation écrite préalable. Ces dispositions s'appliquent à tout le personnel du titulaire et éventuels sous-traitants ou cotraitants.

13.1 Droits de l'acheteur public

L'EdA est réputé cessionnaire à titre exclusif pour la durée de la protection légale des droits d'auteur, pour le monde entier, des droits patrimoniaux afférents aux prestations intellectuelles relatives à chaque marché.

L'EdA peut librement utiliser et exploiter les résultats, mêmes partiels, de ces prestations.

L'EdA a notamment le droit de reproduire, d'adapter, de traduire et de modifier intégralement ou partiellement le produit des prestations réalisation pour l'exécution du marché

L'EdA peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

L'EdA peut librement publier les résultats des prestations sous réserve d'y mentionner le nom du titulaire.

Ces droits sont cédés à l'EdA à la date de réception définitive des prestations, de résiliation des marchés ou de liquidation judiciaire.

13.2 Droits du titulaire

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable de l'EdA.

Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de l'EdA.

La publication des résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable de la personne publique ; la publication doit mentionner que l'étude a été financée par l'EdA.

13.3 Garantie des droits de l'acheteur public

Le titulaire garantit l'acheteur public de l'utilisation paisible des outils logiciels qu'il est amené à utiliser et de tout autre produit soumis aux droits de la propriété intellectuelle.

Il garantit en particulier ce dernier contre tout recours ou action qui pourraient être formés, à un titre quelconque, par les auteurs de ces logiciels ou produit, ou leurs ayants droit, à l'occasion de l'exécution du marché.

ARTICLE 14 : ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

14.1 Changement dans la situation du titulaire

Le titulaire s'engage à informer l'EdA, par écrit et dans les meilleurs délais, des modifications survenant après la notification de nature à avoir un impact sur les délais de paiement (adresse de la société, domiciliation bancaire, numéro de SIRET...).

Le non-respect de ces dispositions par le titulaire entraîne la suspension du délai réglementaire de paiement.

14.2 Conflit d'intérêt

Le titulaire prend toute mesure nécessaire pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché.

En cas de conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du marché, le titulaire informe sans délai et par écrit le maître d'ouvrage de l'existence dudit conflit.

14.3 Obligation de discrétion

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution des prestations, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'acheteur public, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de défense, le titulaire doit observer les dispositions particulières que l'EdA lui a communiquées.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses préposés les règles en vigueur sur le site où il a accès pour l'exécution des prestations. Il ne peut donc prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

En cas de violation des obligations et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire conformément à l'article 39 du CCAG-PI.

14.4 Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité des prestations. En conséquence, ils sont les seuls responsables des dommages que celles-ci peuvent causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens et aux biens appartenant à l'EdA.

ARTICLE 15 : DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EDA

15.1. Obligations d'information et de confidentialité

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des missions qui lui sont confiées, toutes les informations nécessaires qu'il lui est possible de fournir et qui sont de nature à garantir le succès du projet. L'EdA est tenu d'informer le titulaire des modifications substantielles du contexte du projet ou de ses conditions de mise en œuvre. L'EdA s'engage à ne pas divulguer d'informations couvertes par le secret des affaires ou aux conditions d'exécution du titulaire.

15.2. Droit de récuser des personnels du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, l'EdA se réserve le droit de récuser les personnels du titulaire qui s'avèrent inadaptés à l'exécution de la prestation sans avoir à fournir de justification. En cas de faute, le pouvoir adjudicateur peut exiger le départ immédiat de l'intervenant concerné. Le titulaire doit procéder au remplacement des personnels recusés. Il ne peut prétendre ni à une prolongation du délai d'exécution, ni à une indemnisation.

En cas de récusation, une personne de niveau de qualification équivalent ou supérieur doit impérativement être désignée par le titulaire en remplacement, sans modification de prix et de délai, de façon que ledit remplacement n'impacte en rien l'exécution des prestations.

ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE

Pendant toute la durée du marché et après son expiration, le titulaire est tenu au secret professionnel absolu sur toutes les informations ou pratiques commerciales dont il peut avoir connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations. Il se porte fort du respect de cette obligation pour tous ses personnels ; il est responsable de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'inobservation par l'un d'entre eux de cette disposition.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution des prestations, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur public, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors des marchés ou à l'issue de leurs exécutions.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur public pourra demander, à tout moment, au titulaire de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui leurs auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 17 : RESILIATION

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 36 à 42 inclus du CCAG-PI.

ARTICLE 18 : DONNEES PERSONNELLES

18.1. Obligation des parties

Au sens de la réglementation française et européenne, est considérée comme une donnée personnelle toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

Les parties respectent la réglementation relative à la protection des données personnelles, en particulier le Règlement

européen de protection des données personnelles (RGPD) 2016/679 du 27 avril 2016 ainsi que les dispositions législatives et réglementaires françaises relatives à la protection des données personnelles. A ce titre, elles s'engagent à mettre en place des mesures techniques et organisationnelles aux fins d'assurer le droit des personnes dont les données sont collectées, ainsi que la sécurité et de la confidentialité des données collectées.

Les parties conviennent que les données personnelles ne peuvent être traitées que conformément aux finalités qui ont justifié leur communication à l'autre partie. Les parties s'interdisent notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

18.2. Protection des données personnelles

Les données à caractère personnel ne peuvent, à ce titre, faire l'objet d'aucune opération, autres que celles qui seraient éventuellement prévues au titre du présent marché, de la part d'un sous-traitant ou d'une personne agissant sous l'autorité du titulaire.

En conséquence, le titulaire s'engage à :

- Ne procéder à des traitements de données à caractère personnel que sur instruction de l'acheteur public et s'abstenir de toute utilisation ou traitement des données non conformes aux instructions écrites de l'acheteur public ou étrangers à l'exécution du présent marché, et en particulier à ne faire aucun usage personnel, y compris commercial, des données à caractère personnel transmises ou collectées auprès de l'acheteur public ou à l'occasion de l'exécution dudit marché ;
- Ne conserver les données à caractère personnel traitées, sous une forme permettant l'identification des personnes, que le temps nécessaire à l'exécution des prestations, objet du marché, sous réserve d'être en mesure de respecter ses propres obligations ;
- Communiquer, au plus tard dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la demande de l'acheteur public, toutes les informations permettant à l'acheteur public de satisfaire à une demande de droit d'accès et de communication aux données à caractère personnel traitées pour son compte par le titulaire, émanant de la personne concernée, et à informer sans délai l'acheteur public de toute demande qui lui serait adressée directement.

ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG

Objet	Article CCAG-PI	Article CCAP dérogatoire
Pénalités	14.1.3	11
Délais d'exécution	13.3	2